lobbying informationnel et distorsion de l'agenda politique: Le cas de signaux imparfaits

Mémoire

Maxime Barbeau

Maitrise en économique
Maître ès sciences (M.Sc.)

Québec, Canada

© Maxime Barbeau, 2016

lobbying informationnel et distorsion de l'agenda politique: Le cas de signaux imparfaits

Mémoire

Maxime Barbeau

Sous la direction de:

Arnaud Dellis, directeur de recherche
Arianna Degan, codirectrice de recherche

Résumé

À l'aide d'un modèle théorique, je remets en question l'idée généralement admise que le lobbying informationnel ne peut pas être nuisible pour les citoyens puisque le décideur public possède davantage d'information.

Dans mon modèle, un décideur public doit choisir de maintenir le statu quo ou implémenter la réforme pour chacune des deux problématiques présentes. Ces problématiques ont une importance relative qui diffère. Le décideur public peut donc désirer acquérir de l'information sur ces dernières afin de prendre la meilleure décision possible. Cependant, il fait face à deux contraintes. La première est qu'il ne peut pas nécessairement implémenter la réforme sur les deux problématiques, le décideur public doit établir un agenda. La seconde contrainte est qu'il ne dispose pas nécessairement des moyens pour acquérir de l'information sur les problématiques qu'il désire.

Deux groupes d'intérêts sont également présents. Ces derniers tentent d'influencer le décideur public en lui transmettant de l'information. Ils peuvent ni la cacher, ni la modifier. Les groupes d'intérêts acquièrent d'abord de l'information de manière simultanée, puis le décideur public, après avoir observé leur information, décide s'il acquiert de l'information, et ce, de manière séquentielle.

La présence des deux contraintes du décideur public, ainsi que l'importance relative différente des deux problématiques peuvent mener à la situation où les citoyens sont mieux sans les groupes d'intérêts, et ce malgré le fait que les préférences du décideur public sont alignées avec celle des citoyens. Cela s'explique par le fait que l'information transmise par les groupes d'intérêts peut venir modifier l'ordre d'importance des problématiques pour le décideur public en plaçant la problématique de moindre importance au-dessus de l'autre. Le lobbying informationnel peut donc être nuisible aux citoyens, malgré le fait que le décideur public ait davantage d'information.

Table des matières

Résumé **iii**

Table des matières **iv**

Introduction **1**

1 Revue de la littérature **4**

2 Le modèle **8**

3 Analyse **15**

Conclusion **27**

Bibliographie **29**

Introduction

Les modèles développés portant sur le lobbying considèrent qu'il existe deux manières pour les groupes d'intérêts d'influencer un décideur public, soit les contributions financières et la transmission d'informations. La première est considérée comme de l'achat de politique ou encore comme l'acquisition d'un accès au décideur pour l'influencer, et est jugée comme étant nuisible pour les citoyens puisqu'elle détourne les politiques des besoins des citoyens. Pour ce qui est de la transmission d'informations, ce que l'on réfère comme étant du lobbying informationnel, elle est généralement considérée comme étant bénéfique pour les citoyens puisque le décideur public est mieux informé et peut donc prendre de meilleures décisions pour les citoyens. Les travaux de Potters et van Winden (1992) et de Austen-Smith et Wright (1992) par exemple, développent des modèles où la transmission d'informations fait en sorte que le décideur public prend des décisions qui sont, en espérance, mieux informées et meilleures pour les citoyens.

Dans mon mémoire, je remets en question la perception bénéfique que l'on a du lobbying informationnel. Pour ce faire, je développe un modèle exempt de contributions financières ou de la possibilité, pour les groupes d'intérêts, de modifier ou de dissimuler l'information qu'ils acquièrent. Je considère plutôt les deux éléments suivants.

Le premier de ces éléments est la présence d'une contrainte sur l'agenda politique pour le décideur public. Il est essentiel de prendre en considération l'agenda politique, car celui-ci représente l'importance relative des enjeux auxquels fait face le décideur. Supposer l'existence d'une contrainte sur l'agenda politique est raisonnable et réaliste, car un gouvernement ne peut pas, pour des raisons financières ou d'une contrainte temporelle, s'attaquer à chacune des problématiques de son agenda. Il doit donc faire des choix en ordonnant les problématiques et se pencher sur les plus prioritaires au détriment des moins urgentes. À titre d'exemple, un gouvernement pourrait avoir comme problématique dans son agenda l'organisation des Jeux olympiques et la création d'un stade de baseball. Dès lors, le décideur public pourrait accorder plus d'importance aux Jeux olympiques plutôt qu'au stade de baseball. Advenant qu'il en ait les moyens, celui-ci pourrait décider de réaliser les deux projets. Cependant, si ces moyens financiers sont limités, il pourrait être dans la situation où il ne peut en réaliser qu'un seul.

Le second de ces éléments est la possibilité, de la part du décideur public, d'acquérir de l'information par lui-même. Une fois de plus, cet élément est raisonnable et réaliste puisqu'un gouvernement, au travers de ces divers instruments, ministères et autres, peut acquérir de l'information au sujet des différentes problématiques auxquelles il doit faire face. Par ailleurs, cet instrument est important, car il fait en sorte que le décideur public ne dépende plus uniquement des groupes d'intérêts pour obtenir de l'information. En reprenant l'exemple précédent, le décideur public peut décider de mener une enquête sur la faisabilité des Jeux olympiques et du stade de baseball.

Bien que ces deux éléments et leurs effets aient déjà été étudiés par le passé, ils ne l'ont jamais été, du moins à ma connaissance, simultanément avant Cotton et Dellis (2016). Mon modèle, essentiellement inspiré de celui de Cotton et Dellis (2016), comporte trois joueurs, soit un décideur public ainsi que deux groupes d'intérêts. Le décideur public doit choisir la politique à appliquer sur deux problématiques distinctes dont l'importance relative diffère. Pour chacune de ces problématiques, deux états correspondant à la bonne politique à mettre en place par le décideur public sont possibles. Ces deux états, inconnus de tous les joueurs, correspondent donc à la mise en place d'une réforme ou au maintien du statu quo. Par ailleurs, pour chacune de ces problématiques, il y a un groupe d'intérêt favorable à la réforme qui souhaite influencer le choix de politique que doit faire le décideur public. Lorsque vient le temps de choisir les politiques à adopter, le décideur public peut faire face à une contrainte, par exemple de temps ou de moyen financier, qui va limiter le nombre de réformes qu'il peut appliquer. Cependant, dans Cotton et Dellis (2016), les signaux obtenus lors de l'acquisition d'information sont parfaitement informatifs, ce qui n'est pas le cas dans mon modèle. J'établis que, qualitativement, les résultats de Cotton et Dellis (2016) sont robustes au fait d'avoir des signaux imparfaits.

Avant de choisir la politique à adopter, le décideur public peut, dans un premier temps, obtenir de l'information de la part des groupes d'intérêts et, dans un second temps, décider d'acquérir lui-même de l'information. D'ailleurs, cette acquisition d'information, qu'elle soit faite par les groupes d'intérêts ou par le décideur public, est coûteuse et le signal obtenu ne correspond pas nécessairement à l'état du monde réalisé. Les groupes d'intérêts et le décideur public ont accès à la même technologie d'information. De plus lorsque les groupes acquièrent de l'information, ceux-ci ne peuvent pas altérer ou masquer le signal reçu et le décideur en prend immédiatement connaissance. Quant à lui, lorsque le décideur public décide d'acquérir de l'information, celui-ci peut faire face à une contrainte. Cette contrainte, qui peut, entre autres choses, être due à un manque de moyen financier ou de temps, peut limiter le nombre de problématiques sur lesquelles le décideur public peut acquérir de l'information.

En utilisant mon modèle, je montre qu'il est possible que le lobbying informationnel soit nuisible pour les citoyens. Pour ce faire, il faut cependant certaines conditions préalables. Il

faut que le décideur public ne puisse appliquer qu'une seule réforme, c'est-à-dire qu'il y ait une contrainte sur l'agenda, et qu'il soit en mesure d'acquérir de l'information par lui-même, que seul le groupe d'intérêt de la problématique moins prioritaire acquière de l'information et que l'obtention par le groupe d'intérêt d'un signal favorable (suggérant que la réforme est meilleure que le statu quo) soit suffisant pour convaincre le décideur public de prioriser et adopter la réforme sur cette problématique.

Dans ce contexte, en l'absence des groupes d'intérêts, le décideur public acquiert de l'information sur le problème le plus important et applique la politique correspondant au signal obtenu. Cependant, en présence des groupes d'intérêts, le décideur public n'acquiert pas d'information sur le problème le plus important si le groupe d'intérêts de l'autre problématique obtient un signal en faveur de la réforme. Ce faisant, l'obtention d'un tel signal de la part du groupe d'intérêt fait en sorte que le décideur public maintient le statu quo sur la problématique la plus importante et applique la réforme sur le second problème. Les agissements du groupe d'intérêt et l'impossibilité du décideur public d'appliquer plusieurs réformes font en sorte de modifier l'agenda politique. De ce fait, le décideur public applique la réforme sur le problème le moins important et n'acquiert pas d'information sur l'autre problématique alors que les citoyens désirent plutôt que le décideur public acquière le plus d'information possible, et ce, sur chacune des problématiques, avant d'effectuer son choix de politique. L'action des groupes d'intérêts, en prodiguant de l'information, vient donc modifier l'ordre des problématiques à être adressées en poussant les problématiques moins importantes au-dessus de celles qui le sont davantage, venant ainsi diminuer le bien-être des citoyens.

Le reste de mon mémoire est organisé comme suit. Dans le chapitre suivant, j'expose la littérature pertinente au sujet du lobbying informationnel. Les deux chapitres suivants présentent le modèle ainsi que l'analyse des résultats. Pour finir, je discute des résultats et conclus.

Chapitre 1

Revue de la littérature

Il existe une importante littérature sur le lobbying et les méthodes utilisées par les groupes d'intérêts afin d'influencer les décideurs publics. Cette littérature considère trois types d'instruments permettant aux groupes d'intérêt d'influencer les choix de politique publique. Ces trois types d'instruments sont l'échange de contributions pour des faveurs politiques, la transmission d'informations et le subside législatif. Le premier instrument correspond à la situation où un groupe d'intérêt obtient, grâce à une contribution pécuniaire, une politique qu'il préfère à celle qu'il obtiendrait en l'absence de contribution. Le deuxième instrument correspond à une situation où un groupe d'intérêt dispose d'information ou jouit d'une expertise qu'il peut choisir de partager avec les décideurs publics afin d'influencer leur choix politique. Finalement, le subside législatif augmente les capacités de recherche et les moyens des décideurs publics, venant donc modifier l'allocation des ressources du décideur public. Je vais maintenant discuter de la littérature reliée à chacun de ces types d'instruments et de la manière dont mon mémoire s'inscrit dans cette littérature.

L'échange de contribution pour des faveurs politiques est l'un des sujets abordés par Grossman et Helpman (2001). L'approche adoptée est celle du problème de principal-agent. Le décideur public prendrait donc des décisions pouvant réduire le bien-être social au profit des groupes d'intérêts ayant fait des contributions. Dans un premier temps, ils analysent le cas où un groupe d'intérêt propose une contribution qui est à prendre ou à laisser en échange d'une modification de la politique en place. Le décideur public choisit donc d'implémenter la politique qui maximise son utilité, qui constitue une somme pondérée du bien-être social et des contributions. Lorsque le décideur public accorde un poids important au bien-être social, les groupes d'intérêts doivent faire des contributions plus importantes afin d'influencer la décision du décideur public. La politique choisie par le décideur public n'est pas nécessairement optimale d'un point de vue social, mais l'est pour lui. Pour le groupe d'intérêt, la politique choisie n'est pas nécessairement sa préférée, mais il la préfère toujours à la politique de statu quo.

Dans un second temps, lorsque plusieurs groupes d'intérêts sont présents, ceux-ci communiquent leurs préférences ainsi que leurs contributions au décideur public. Les groupes d'intérêts font leurs contributions en se basant sur leurs préférences, celles des autres groupes d'intérêts et celles du décideur public qui choisit la politique et la contribution associée qui maximisent son bien-être. La compétition entre les groupes d'intérêts fait en sorte d'éliminer les gains potentiels à leur action politique. À l'équilibre, ils sont donc aussi bien qu'avant et le décideur public conserve son pouvoir de décision. Contrairement à Grossman et Helpman (2001), mon modèle ne permet pas aux groupes d'intérêts de faire des contributions au décideur public.

Dans son modèle, Baron (1994) présente un modèle de compétition électorale dans lequel les candidats se disputent les votes des citoyens informés et non informés. Les citoyens informés votent selon la position des candidats tandis que ceux non informés sont influencés indirectement par les contributions des groupes d'intérêts. Deux forces s'opposent alors. La première, issue des électeurs informés, rapproche la position des candidats de la position de l'électeur informé médian. La seconde provient des groupes d'intérêts qui, grâce à leurs contributions, éloignent la position des candidats de celle de l'électeur informé médian, induisant les candidats à se rapprocher des positions préférées par les groupes d'intérêts. De ce fait, les contributions perdent de leur pouvoir d'influence lorsque le nombre d'électeurs informés croît. Ce modèle est distinct du mien par le fait qu'il s'agit d'un modèle concernant l'élection d'un candidat et ses chances d'être élu.

Grossman et Helpman (1994), expose un modèle où des groupes d'intérêts tentent d'acheter une politique commerciale auprès d'un décideur public soucieux de sa réélection et du bien-être commun. Pour ce faire, ils modélisent le problème en utilisant le modèle d'agence commune de Bernheim et Whinston (1986). Les groupes d'intérêts établissent le montant de leur contribution de sorte que le gouvernement implémente les politiques les plus efficaces, c'est-à-dire celles qui génèrent le plus grand surplus, qui sera capturé par le groupe d'intérêt, et la plus faible perte sèche, qui sera compensée auprès du décideur public par les contributions des groupes d'intérêts. Mon modèle se distingue du leur puisque, contrairement à eux, les contributions financières ne sont pas permises et qu'il y a deux problématiques.

Pour ce qui est du lobbying informationnel, les travaux qui ont été menés jusqu'ici se regroupent en deux groupes distincts. Le premier, rassemble des articles tels que Potters et van Winden (1992) ou Austen-Smith et Wright (1992), et porte sur la transmission d'informations sous la forme de signaux. Le deuxième rassemble des articles tels que Lohmann (1995) et Austen-Smith (1995) et considère la situation où les groupes d'intérêts font des contributions monétaires de façon à obtenir accès auprès du décideur public et délivrer leur information. Peu importe le groupe de travaux, l'information peut être soit «soft» (ce qui veut dire que l'information transmise n'est pas vérifiable et que le groupe d'intérêt peut donc mentir) soit «hard»

(ce qui veut dire que l'information transmise est vérifiable). Potters et van Winden (1992) considère un seul groupe d'intérêt qui dispose d'information «soft». Ces auteurs concluent que la transmission d'informations est complète uniquement lorsque les préférences du groupe d'intérêt sont parfaitement alignées avec celles du décideur public. Lorsque les préférences ne sont pas alignées, le groupe d'intérêt parvient à transmettre, en partie seulement, son information à l'aide d'un signal coûteux. Austen-Smith et Wright (1992) ajoutent un second groupe d'intérêt. Les groupes d'intérêts peuvent rechercher de l'information coûteuse et décident ensuite s'ils la communiquent avec le décideur public. Cependant, celui-ci observe la décision du groupe d'intérêt de rechercher de l'information. Il peut donc inférer (en partie du moins) le résultat de cette recherche même s'il ne reçoit pas de signal de la part du groupe d'intérêt. Ce faisant, le décideur public va généralement être mieux informé qu'en absence de groupes d'intérêts. De plus, lorsque deux groupes d'intérêts aux positions divergentes sont actifs, le décideur public est parfaitement informé à l'équilibre. Mon modèle se distingue des modèles précédents par la présence d'une contrainte sur l'agenda politique du décideur.

Dans l'article pionnier de Lohmann (1995), le décideur public connaît les préférences des groupes d'intérêts, mais il ne connaît pas l'information dont dispose les groupes d'intérêts. Cependant, cette asymétrie d'information n'empêche pas le décideur public d'être parfaitement informé à l'équilibre puisqu'il parvient à déduire les préférences des groupes d'intérêts à partir du montant de leurs contributions. Austen-Smith (1995) présente un modèle similaire à celui de Lohmann en y ajoutant une seconde asymétrie d'information : le décideur public ne connaît ni les préférences des groupes d'intérêts ni l'information dont ils disposent. Dans ce contexte, le décideur public n'est plus en mesure d'inférer l'information dont disposent les groupes d'intérêts hors de leurs contributions. Cependant, la possibilité d'inférer les préférences des groupes d'intérêts n'est pas possible dans mon modèle puisqu'il n'est pas possible de faire des contributions financières.

D'autres articles, tels que Bennedsen et Feldmann (2006) ainsi que Dahm et Porteiro (2008a,b) analysent l'interaction entre le lobbying informationnel et les contributions politiques. Bennedsen et Feldmann (2006) analyse tout d'abord le comportement d'un seul groupe d'intérêt qui tente d'influencer un décideur public. Le groupe d'intérêt considère les contributions comme étant un substitut à la recherche d'information. Le groupe d'intérêt cherchera de l'information que s'il préfère l'implémentation de sa politique préférée à la perte engendrée par l'obtention d'information lui étant défavorable. Lorsqu'il y a deux groupes d'intérêts, celui ayant la plus faible capacité à rechercher de l'information va adopter un comportement de passager clandestin sur celle de l'autre. Il lui suffit de faire une contribution pour influencer le décideur public. Par ailleurs, même en présence de deux groupes d'intérêts qui sont en compétition, celui-ci peut obtenir moins d'information que si un seul groupe d'intérêt est présent. Le mécanisme de substitution de l'information par des contributions financières n'est cependant pas possible dans mon modèle puisque les contributions financières n'y sont pas permises.

Dahm et Porteiro (2008b) reprend le modèle développé par Bennedsen et Feldmann et observe l'impact de limiter le montant des contributions lorsqu'il n'y a qu'un groupe d'intérêt. Ce groupe d'intérêt utilise ces deux instruments selon leur niveau de risque pour la recherche d'informations. Ils utiliseront davantage d'information lorsque le montant des contributions est élevé et utiliseront davantage de contributions lorsque leur coût est faible. De ce fait, imposer une limite sur le montant des contributions peut faire diminuer la quantité d'information reçue par le décideur public et donc dégrader la qualité de sa décision. Dahm et Porteiro (2008a) mettent en place un groupe d'intérêt qui peut rechercher de l'information dont les résultats sont divulgués de manière publique ou privée. Étant donné que le groupe d'intérêt privilégie sa crédibilité auprès du décideur public, il communique son information de manière publique, car le coût à subir pour influencer le décideur public est trop important s'il le fait de manière privée. Le groupe d'intérêt effectuera donc une pression politique que lorsque l'information divulguée de manière publique le pénalise. Mon modèle est, quant à lui, exempt de contribution financière et ne permet pas la présence de différentes méthodes de divulgation de l'information acquise par les groupes d'intérêts.

Le subside législatif a été abordé par Hall et Wayman (1990) et par Deardoff et Hall (2006). Hall et Wayman (1990) suppose que le décideur public fait face à une contrainte de temps ou de ressources qui l'empêche d'adresser toutes les problématiques qu'il désire. Le groupe d'intérêt fait donc des contributions de manière à réduire le poids de la contrainte de temps du décideur public. Ce faisant, celui-ci consacre davantage de son temps à la problématique du groupe d'intérêt. De manière similaire, Deardoff et Hall (2006) met en place un décideur public qui fait face à une contrainte budgétaire similaire. De ce fait, le groupe d'intérêt peut donc alors fournir au décideur de l'information ainsi que des moyens politiques (organisation de levée de fonds, jeu de coulisse, etc.) pour l'aider. Ce faisant, le groupe d'intérêt peut donc distordre l'allocation des ressources en incitant le décideur public à mettre davantage d'effort sur une problématique qui n'en recevrait pas autant en absence du groupe d'intérêt. Bien que similaire, mon modèle se distingue de celui-ci puisque, dans mon modèle, le lobbying informationnel cherche à persuader le décideur public du bien-fondé d'une politique plutôt que de réduire le poids de la contrainte auquel le décideur public fait face.

Chapitre 2

Le modèle

Mon modèle comprend trois joueurs : un décideur public (Dp) et deux groupes d'intérêts (G_1 et G_2). Il y a deux problématiques, la problématique 1 et la problématique 2. Pour chaque problématique, Dp adopte une réforme (R) ou garde le statu quo (S). Les groupes d'intérêts, quant à eux, tentent d'influencer le choix de la politique à adopter. Chacun de ces groupes d'intérêts est associé à une problématique, G_1 à la problématique 1 et G_2 à la problématique 2, et préfère l'adoption de la réforme au maintien du statu quo pour sa problématique.

Pour chaque problématique n (=1,2), il y a deux états du monde possibles, qu'on dénote par θ_n : $\theta_n = R_n$ et $\theta_n = S_n$. L'état du monde R_n correspond à la situation où les citoyens et Dp bénéficient de l'adoption d'une réforme pour la problématique concernée tandis que S_n correspond à la situation où les citoyens et Dp bénéficient du maintien du statu quo au sujet de la problématique concernée. La probabilité que l'état du monde soit R_n est dénotée par $\pi_n \in (0, 1)$. L'état du monde sur la problématique n est S_n avec une probabilité $(1 - \pi_n)$. Afin de simplifier le développement du modèle et l'algèbre, je pose que $\pi_1 = \pi_2 = \pi$. On dénote un état du monde par $\theta = (\theta_1, \theta_2)$, où $\theta_n \in \{R_n, S_n\}$.

Dp doit décider de la politique à adopter pour chacune des problématiques. Lorsqu'il implémente la réforme sur la problématique n, $p_n = R_n$ tandis que si Dp maintient le statu quo, $p_n = S_n$. On dénote une politique par $p = (p_1, p_2)$. Dp obtient une utilité selon la politique implémentée $p = (p_1, p_2)$. Cette utilité est donnée par $u(p, \theta) = \alpha u_1(p_1, \theta_1) + u_2(p_2, \theta_2)$, où $\alpha \geq 1$ représente l'importance relative de la problématique 1 par rapport à la problématique 2. Pour chaque problématique, Dp préfère la politique qui correspond à l'état du monde. On pose donc $u_n(p_n, \theta_n) = 1$ si $p_n = \theta_n$ et $u_n(p_n, \theta_n) = 0$ sinon. On suppose que Dp partage les mêmes préférences pour la politique que les citoyens. [1]

1. Par exemple, Dp est un citoyen qui, comme tout autre citoyen, a des préférences sur les politiques. Alternativement, Dp est intéressé à adopter la politique préférée par les citoyens de façon à améliorer ses chances de réélection.

Cependant, Dp peut être dans une situation où, bien qu'il souhaite implémenter la réforme sur chacune des problématiques, il n'est pas en mesure de le faire. Cette situation est représentée par la contrainte $M \in \{1, 2\}$ où M est le nombre de réformes pouvant être effectuées. Lorsque $M = 1$, alors Dp ne peut mettre en place qu'une seule réforme, que ce soit à cause d'un manque de ressources financières ou de temps, par exemple. Lorsque $M = 2$, Dp dispose de suffisamment de moyens financiers ou de temps afin de mettre en place la réforme sur chacune des problématiques s'il le désire.

Pour ce qui est de G_1 et G_2, chacun d'eux obtient une utilité de la politique implémentée par Dp. Cette utilité pour G_n est donnée par $v_n(p_n) = 1$ quand $p_n = R_n$, tandis que $v_n(p_n) = 0$ quand $p_n = S_n$.

Advenant que Dp connaisse l'état du monde réalisé pour chacune des problématiques, il pourrait dès lors appliquer la meilleure politique. Cependant, il est incertain quant à la nature de l'état du monde réalisé. L'obtention d'information peut donc l'aider dans sa prise de décision. Cette information peut provenir de G_1 et G_2 si ceux-ci décident d'acquérir de l'information sur leurs problématiques d'intérêts, ou Dp peut lui-même en acquérir.

Étant donnée que je fais l'hypothèse que Dp et que G_1 et G_2 possèdent les mêmes moyens technologiques pour collecter de l'information, ils ont donc la même probabilité d'obtenir un signal correspondant au véritable état du monde lorsqu'ils en acquièrent. Le signal obtenu $m_n^{\{Dp,G\}} \in \{R_n, S_n\}$ peut donc soit correspondre à la réforme ou au statu quo, et ce signal correspond au véritable état du monde avec probabilité $q_n \in (1/2, 1]$. Ce signal ne correspond pas au véritable état du monde avec probabilité (1-q_n). Lorsqu'il n'y a pas d'acquisition d'information, le signal obtenu est dénoté : $m_n^{\{Dp,G\}} = \phi_n$.

Lorsque Dp décide d'acquérir de l'information, il subit un coût $d_n > 0$. Dp cherche à maximiser son utilité qui correspond à $u(p, \theta) - d_1 - d_2$ lorsqu'il acquiert de l'information sur les deux problématiques, et $u(p, \theta) - d_n$ lorsqu'il en acquiert sur la seule problématique n. Advenant qu'il n'acquiert pas d'information, son utilité correspond à $u(p, \theta)$. Afin de simplifier le développement du modèle et l'algèbre, je pose que $d_1 = d_2 = d$.

De plus, Dp peut faire face à une contrainte, de temps ou de ressources, qui limite ses capacités à acquérir de l'information par lui-même. On dénote cette contrainte comme étant $K \in \{0, 1, 2\}$ où K est le nombre de problématiques sur lesquelles Dp peut faire de la collecte d'information. Lorsque $K = 0$, Dp ne dispose pas de suffisamment de ressource pour collecter de l'information. Lorsque $K = 2$, Dp dispose de suffisamment de ressource pour acquérir de l'information sur chacune des problématiques. Il peut donc être informé sur les deux problématiques sans l'aide de G_1 et G_2. Pour finir, si $K = 1$, Dp dispose de ressources suffisantes pour lui permettre d'acquérir de l'information sur une seule problématique.

Afin de faciliter le développement du modèle, je fais les hypothèses que Dp acquiert de l'information lorsqu'il est indifférent entre acquérir et ne pas acquérir de l'information. De plus, lorsque $K = 1$, je fais l'hypothèse que Dp acquiert de l'information sur la problématique 1 lorsqu'il est indifférent entre acquérir de l'information sur la problématique 1 et sur la problématique 2.

G_1 et G_2 peuvent également acquérir de l'information sur leur problématique respective pour influencer Dp. Pour ce faire, ils doivent subir un coût $c_n > 0$. G_n cherche à maximiser son utilité qui est donnée par $v_n(p_n) - c_n$.

Par ailleurs, lorsque G_n décide de rechercher de l'information, il ne peut pas dissimuler à Dp qu'il ait acquis de l'information, ni le signal reçu. Cela tient de la nature de l'information du modèle qui est «hard». [2]

Séquence du jeu :
Mon modèle se déroule comme suit :
1. La nature choisit θ_n de manière indépendante pour chaque n. L'état du monde $\theta = (\theta_1, \theta_2)$ n'est pas observé des différents joueurs.

2. G_1 et G_2 décident de manière simultanée et noncoopérative d'acquérir de l'information ou pas. Dp observe la décision et le résultat de cette recherche et met à jour ses croyances en suivant la règle de Bayes.

3. Dp décide s'il acquiert de l'information ou non. S'il acquiert de l'information, il décide sur quelle problématique il en acquiert dans un premier temps. Si $K = 2$, Dp peut également acquérir de l'information sur l'autre problématique.

4. Dp met à jour ses croyances concernant θ en utilisant la règle de Bayes et choisit une politique p.

Pour déterminer si la présence des groupes d'intérêts peut nuire aux citoyens, j'analyse et compare deux jeux distincts. Le premier est celui décrit plus haut, il s'agit du jeu où les groupes

2. Cette hypothèse peut sembler être forte à première vue. Cependant, selon Milgrom et Roberts (1986), les résultats ne seraient pas affectés par la capacité des groupes d'intérêts de cacher le signal qu'ils observent. En effet, les auteurs montrent que lorsque les groupes d'intérêts dissimulent le signal qu'ils ont observé, Dp en déduit que le signal observé doit être défavorable aux groupes d'intérêts. Connaissant les préférences des groupes d'intérêts, Dp peut en inférer l'état du monde réalisé. De ce fait, la dissimulation ou non d'information de la part des groupes d'intérêts, n'affecte pas les résultats. De plus, des études en science politique (voir, par exemple, Berry (1997) et Ainsworth (2002)) argumentent que les groupes d'intérêts ne divulguent pas de l'information mensongère aux législateurs. Si ceux-ci divulguaient de l'information mensongère, Dp risque de s'en apercevoir et ainsi, les groupes d'intérêts perdraient toute crédibilité auprès de Dp. Ce faisant, ils n'auraient plus accès à Dp pour le convaincre. Les groupes d'intérêts ne mentent donc pas. Par contre, ils peuvent omettre de communiquer l'information qui leur est défavorable.

d'intérêts sont présents. Le second jeu reprend celui formulé précédemment en omettant la seconde étape. On obtient donc ainsi un jeu où les groupes d'intérêts sont absents.

Étant donnée la nature du modèle, il s'agit d'un jeu séquentiel avec information incomplète. Ce jeu est séquentiel dans la prise de décisions des acteurs. L'information est également incomplète puisqu'aucun des joueurs ne connaît le véritable état du monde. Dans ce qui suit, je développe plus en détail chacune des étapes du jeu, en procédant à rebours.

Sélection des politiques :
Lorsque vient le moment pour Dp de décider quelle politique il va implémenter sur chacune des problématiques, celui-ci utilise les croyances qu'il a sur ces dernières, dénotées $\beta_n(m_n^G, m_n^{Dp})$, pour décider. À cette étape du jeu, Dp a observé le signal que G_n a reçu. Lorsqu'un seul des deux joueurs parmi Dp et G_n acquiert de l'information, alors les croyances de Dp que $\theta_n = R_n$ après avoir reçu un signal R_n sont : $\beta_n(R_n, \phi) = \beta_n(\phi, R_n) = \frac{\pi q}{\pi q + (1-\pi)(1-q)}$, tandis que ses croyances pour que $\theta_n = R_n$ après avoir reçu un signal S_n sont : $\beta_n(S_n, \phi) = \beta_n(\phi, S_n) = \frac{\pi(1-q)}{\pi(1-q)+(1-\pi)q}$. Si G_n et Dp n'acquièrent pas d'information, les croyances sont $\beta_n(\phi, \phi) = \pi_n$. Lorsque Dp et G_n acquièrent de l'information et obtiennent des signaux contradictoires, les croyances sont comme lorsqu'aucune information n'est acquise sur la problématique. En effet, les deux signaux étant contradictoires, le contenu informationnel de ceux-ci devient caduc. Cependant, si deux signaux R_n sont obtenus, les croyances sont : $\beta_n(R_n, R_n) = \frac{\pi q^2}{\pi q^2 + (1-\pi)(1-q)^2}$ et si deux signaux S_n sont obtenus : $\beta_n(S_n, S_n) = \frac{\pi(1-q)^2}{\pi(1-q)^2 + (1-\pi)q^2}$.

Dp, après avoir observé les différents signaux et mis à jour ses croyances, décide de la politique à mettre en place sur chacune des problématiques. Lorsque $M = 2$, Dp applique les politiques suivantes :

$$p(m^G, m^{Dp}) = \begin{cases} (R_1, R_2) & \text{si } \beta_1, \beta_2 \geq 1/2 \\ (R_1, S_2) & \text{si } \beta_1 \geq 1/2 > \beta_2 \\ (S_1, R_2) & \text{si } \beta_2 \geq 1/2 > \beta_1 \\ (S_1, S_2) & \text{si } \beta_1, \beta_2 < 1/2. \end{cases}$$

Dans le cas où $M = 2$, Dp peut implémenter la réforme sur les deux problématiques. Il appliquera donc la réforme sur une problématique lorsque ses croyances sur cette dernière sont supérieures à $1/2$, soit lorsqu'il considère qu'il est davantage probable que l'état du monde réalisé sur la problématique n soit R_n plutôt que S_n.
Lorsque $M = 1$, Dp applique les politiques suivantes :

$$p(m^G, m^{Dp}) = \begin{cases} (R_1, S_2) & \text{si } \beta_1 \geq 1/2 \text{ et que } (\beta_1 - 1/2)\alpha \geq (\beta_2 - 1/2) \\ (S_1, R_2) & \text{si } \beta_2 \geq 1/2 \text{ et que } (\beta_1 - 1/2)\alpha < (\beta_2 - 1/2) \\ (S_1, S_2) & \text{si } \beta_1, \beta_2 < 1/2. \end{cases}$$

Dans le cas où $M = 1$, Dp peut implémenter la réforme sur une seule problématique. Dp va donc implémenter la réforme sur la problématique n pour laquelle ses croyances sont supérieures à $1/2$, après avoir observé un message R_n, et qui, en implémentant la réforme, lui procure la plus grande utilité espérée.

À titre d'exemple, reprenons le cas présenté en introduction, soit que Dp doit décider s'il organise les Jeux olympiques (problématique 1) ou s'il construit un stade de baseball (problématique 2). Posons également que $M = 2$ et que $K = 0$, tandis que ses croyances sont suffisamment proche de $1/2$ pour qu'advenant un signal S, Dp maintienne le statu quo. Supposons également, qu'il observe un signal parlant des retombés économique positive suite à l'organisation des Jeux olympiques (donc un signal R), mais qu'il subira des pertes en construisant le stade de Baseball(donc un signal S) de la part des groupes d'intérêts. Suite à l'observation de ces signaux, Dp met à jour ses croyances (β) pour chacune des problématiques. Dans notre exemple, β_1 est désormais supérieur à $1/2$ tandis que β_2 est désormais inférieur à $1/2$. Dès lors, Dp choisit d'organiser les Jeux et ne construira pas le stade de baseball. Cette situation correspond au cas où $p(m^G, m^{Dp}) = (R_1, S_2)$ puisque $\beta_1 \geq 1/2 > \beta_2$.

La collecte d'information par Dp :
Lorsque l'on se place au niveau de la décision d'acquérir de l'information par Dp, celui-ci observe les signaux m_1^G et m_2^G de la part de G_1 et G_2. Il en découle que les croyances du Dp que $\theta_n = R_n$ conditionnellement au signal obtenu, dénoté $\gamma_n(m_n^G)$, sont les mêmes que pour le $\beta_n(m_n^G, m_n^{Dp})$ correspondant lorsque $m_n^{Dp} = \phi$.

Lorsque $K = 2$, la collecte d'information est séquentielle. [3] Dp décide tout d'abord sur quelle problématique acquérir de l'information en premier en se basant sur ses croyances ($\gamma(m)$) et sur l'importance qu'il accorde à la première problématique (α). Puis, selon le signal reçu, il décide s'il recherche ou non sur l'autre problématique. La stratégie pour la première étape de recherche d'informations est dénotée par $\sigma^1(m^G) = (\sigma_1^1, \sigma_2^1, \sigma_\phi^1)$ où $\sigma_i^1 \in \{0, 1\}, i = 1, 2, \phi$ et $\sum_{i \in \{1,2,\phi\}} \sigma_i^1 = 1$. Advenant que Dp acquiert de l'information sur la problématique $n \in \{1, 2\}$, alors $\sigma_n^1 = 1$, tandis que s'il n'acquiert pas d'information, $\sigma_\phi^1 = 1$. Lorsque Dp acquiert de l'information sur la problématique n, il reçoit alors un signal R_n ou S_n et décide ensuite s'il acquiert ou non de l'information sur l'autre problématique. La stratégie pour la seconde

3. Dans le jeu sans G_1 et G_2, Dp décide, s'il peut acquérir de l'information, sur quelle problématique il en acquiert puis, après avoir observé le signal, décide s'il en acquiert également sur l'autre problématique. Dans le jeu en présence de G_1 et G_2, ceux-ci acquièrent de manière simultanée de l'information. Par la suite, Dp procède de la même manière que dans le jeu sans G_1 et G_2 pour acquérir de l'information. L'utilisation de la séquentialité permet donc d'effectuer un parallèle entre les deux jeux au niveau de l'acquisition d'information de la part de Dp ainsi que l'ordre dans lequel il acquiert de l'information. La séquentialité permet ainsi d'effectuer la comparaison des utilités espérées *ex ante*. Par ailleurs, Cotton et Dellis (2016) utilise également la séquentialité, mais en présence de signaux parfaits lors de l'acquisition d'information ainsi que dans l'une des extensions du modèle où le signal est imparfait. Les résultats obtenus sont similaires aux miens.

étape d'acquisition d'information est dénotée par $\sigma^2(m^G, m^{Dp}) = (\sigma_1^2, \sigma_2^2, \sigma_\phi^2) \in \{0,1\}$. Cette stratégie s'interprète de la même manière et subit les mêmes restrictions que pour σ^1 avec la restriction additionnelle que $\sigma_\phi^2 = 1$ si $\sigma_\phi^1 = 1$ ou si $K = 1$. En effet, si Dp n'acquiert pas d'information lors de la première étape, il est raisonnable de croire qu'il n'en acquiert pas lors de la seconde puisqu'il aurait alors pu acquérir de l'information lors de la première étape. Par un raisonnement similaire, advenant que $K = 1$, Dp n'acquiert pas d'information lors de la seconde étape, puisqu'il le fera lors de première s'il décide d'en acquérir. Dp va donc choisir sa stratégie d'acquisition d'information $\sigma = (\sigma^1, \sigma^2)$ afin de maximiser son utilité espérée nette, soit :

$$U(\sigma; p(.)) = Eu(p(m^G, m^{Dp(\sigma)}), \theta) - \sum_{i,t \in \{1,2\}} \sigma_i^t d$$

La collecte d'information de G_1 et G_2 :
Pour ce qui est de la décision d'acquisition d'information de la part de G_1 et G_2, l'acquisition se fait de manière simultanée. Chaque G_n acquiert de l'information sur sa problématique. La stratégie pure de G_n est $\lambda_n \in \{0,1\}$, où $\lambda_n = 1$ lorsqu'il acquiert de l'information. Étant donné la stratégie de Dp, λ_n doit être une meilleure réponse à λ_{-n} pour chaque $n \in \{1,2\}$. G_n choisit la stratégie qui maximise son utilité espérée de la politique implémentée nette, soit :

$$V_n(\lambda_n, \lambda_{-n}; \sigma(.), p(.)) = E\nu_n(p_n, (m^G(\lambda), m^{Dp}(\lambda, \sigma(.)))) - \lambda_n c_n$$

Tout comme pour Dp, je suppose que lorsque G_n est indifférent entre acquérir de l'information sur θ_n et ne pas en acquérir, il choisit le premier.

Équilibre :
Par la suite, on résout les équilibres Bayesiens parfaits. Un équilibre Bayesien parfait du jeu avec groupes d'intérêts est un équilibre pour lequel λ^*, $\sigma^*(.)$ et $p^*(.)$, ainsi que $\gamma^*(.)$ et $\beta^*(.)$ sont tels que 1) à chaque étape du jeu, chaque joueur prend la décision qui maximise son utilité étant donné son comportement et celui des autres, et que 2) les croyances, dérivées à l'aide de la règle de Bayes, soient cohérentes avec les stratégies d'équilibre.

Afin de déterminer si les citoyens sont mieux sans ou en présence de G_1 et G_2, on compare l'utilité espérée *ex ante* de deux jeux distincts. On dénote $Eu(p, \theta)$ l'utilité espérée *ex ante* des citoyens issue du jeu où G_1 et G_2 sont absents, et $Eu(p^{LI}, \theta)$ l'utilité *ex ante* des citoyens issue du jeu où G_1 et G_2 sont présents (LI faisant référence au lobbying informationnel). Lorsque $Eu(p, \theta) > Eu(p^{LI}, \theta)$, il est dit que le lobbying informationnel est nuisible pour les citoyens, tandis que lorsque $Eu(p^{LI}, \theta) > Eu(p, \theta)$, il est dit que le lobbying informationnel est bénéfique.

Dans l'analyse, je me concentrerai sur l'espace où $\pi < 1/2$ et $q \in [(1-\pi), 1]$ puisque dans ce cas, Dp est biaisé en faveur du statu quo, mais l'obtention d'un signal R sur l'une des problématiques est susceptible de le faire changer d'avis sur celle-ci. Les équilibres les plus intéressants sont donc susceptibles de survenir dans cet espace.

Chapitre 3

Analyse

Dans cette section, je présente la résolution pour les différents équilibres parfaits bayésiens décrits précédemment. Pour débuter, je vais présenter un ensemble de conditions nécessaires, mais non suffisantes pour que le lobbying informationnel soit néfaste pour les citoyens, et expliquer l'intuition qui justifie la présence de ces conditions. Par la suite, je présente et explique trois ensembles de conditions suffisantes pour l'obtention d'un équilibre et que les citoyens soient, *ex ante*, mieux en absence de G_1 et G_2 plutôt qu'en leur présence.

A) Conditions nécessaires au lobbying nuisible

Le lemme qui suit identifie un ensemble de trois conditions nécessaires pour que le lobbying informationnel soit néfaste pour les citoyens.

Lemme. $Eu(p,\theta) > Eu(p^{LI},\theta)$ seulement si chacune des trois conditions suivantes est satisfaite :
1) $K \neq 0$,
2) $M = 1$ et
3) $\alpha > 1$

Démonstration du Lemme :

Pour démontrer de la nécessité que $K \in \{1,2\}$, je procède par contradiction. Posons que $K = 0$ et utilisons les utilités espérées *ex ante* des politiques. Dans le jeu sans groupe d'intérêts, $Eu(p,\theta) = (\alpha+1)(1-\pi)$, car $\pi < 1/2$ implique que Dp maintient le statu quo sur chaque problématique. Dans le jeu avec groupe d'intérêts, plusieurs cas sont possibles. Advenant qu'aucun groupe d'intérêt n'acquière de l'information, on obtient alors que $Eu(p^{LI},\theta) = Eu(p,\theta)$. Advenant que seul G_1 acquiert de l'information, on obtient alors $Eu(p^{LI},\theta) = \alpha q + (1-\pi)$. Puisque $q \geq (1-\pi)$, on a que $Eu(p^{LI},\theta) \geq Eu(p,\theta)$. Advenant que seul G_2 acquiert de l'information, on obtient alors $Eu(p^{LI},\theta) = \alpha(1-\pi) + q$. De nouveau, après manipulation algébrique, on

obtient que $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$. Advenant que G_1 et G_2 acquièrent de l'information, il y a deux cas réalisables, dépendamment si $M = 1$ ou si $M = 2$. Lorsque $M = 1$, on obtient alors $Eu(p^{LI}, \theta) = (\alpha+1)q+[\pi q+(1-\pi)(1-q)](1-\pi-q)$. Après manipulation algébrique, on obtient à nouveau que $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$. Lorsque $M = 2$, on obtient alors $Eu(p^{LI}, \theta) = (\alpha + 1)q$. Après manipulation algébrique, on obtient à nouveau que $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$. On constate donc que lorsque $K = 0$, on obtient systématiquement $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$ ce qui contredit le fait que $Eu(p, \theta) > Eu(p^{LI}, \theta)$. Dès lors, il faut que $K \in \{1, 2\}$.

Pour ce qui est de la seconde condition, posons que $M = 2$, soit que le décideur public peut implémenter la réforme sur les deux problématiques. Pour ce faire, je procède par contradiction. Puisque $M = 2$, on peut considérer l'utilité espérée sur chaque problématique séparément. Prenons une problématique n de manière arbitraire et prenons l'utilité espérée *ex ante* de la politique sur la problématique n et dénotons-la par $Eu_n(p, \theta)^{NS}$ où $NS \in \{0, 1, 2\}$ correspond au nombre de signaux. On a alors $Eu_n(p, \theta)^{NS=0} = \alpha_n(1 - \pi)$, $Eu_n(p, \theta)^{NS=1} = \alpha_n q$ et $Eu_n(p, \theta)^{NS=2} = \alpha_n[\pi q^2 + (1 - \pi)(1 - (1 - q)^2)]$. Après manipulation algébrique, on obtient que $Eu(p, \theta)^{NS=2} \geq Eu(p, \theta)^{NS=1} \geq Eu(p, \theta)^{NS=0}$, c'est donc dire que l'obtention de signaux supplémentaires n'est pas nuisible aux électeurs. L'acquisition d'information par le groupe d'intérêt sur la problématique n modifie les incitants de Dp à acquérir de l'information par lui-même sur la problématique -n de façon à avoir au moins autant de signaux que dans le jeu sans groupes d'intérêts, à l'équilibre, que dans le jeu avec groupes d'intérêts. Si ce n'est pas le cas, cela se produit car Dp acquiert de l'information pour confirmer le message reçu au lieu de chercher sur l'autre problématique, mais comme c'est un choix et que $d_1 = d_2$, on a de nouveau $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$. On obtient alors notre contradiction qui démontre que $M = 1$.

Finalement, je démontrerai la dernière condition par contradiction. Supposons que $\alpha = 1$, il y a alors trois cas à considérer. Le premier survient lorsque $\lambda_1 = \lambda_2 = 0$. Dès lors, il est évident que $Eu(p^{LI}, \theta) = Eu(p, \theta)$ puisque Dp applique la même stratégie d'acquisition d'information, que ce soit dans le jeu avec groupes d'intérêts ou dans le jeu sans groupes d'intérêts.

Le second cas possible survient lorsque $\lambda_1 = \lambda_2 = 1$. Dans ce cas de figure, trois scénarios peuvent se produire. Le premier est que Dp n'acquiert pas d'information dans le jeu sans groupes d'intérêts. Il est alors évident que $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$ puisqu'en présence des groupes d'intérêts, il a désormais davantage d'information. Le second scénario correspond à celui où Dp, dans le jeu sans groupes d'intérêts, acquiert au moins un signal et n'acquiert pas deux signaux sur la même problématique. À nouveau, il est évident que $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$. Le dernier scénario est celui où, dans le jeu sans groupe d'intérêts, Dp acquiert un premier signal et, s'il correspond à la réforme, acquiert un second signal sur la même problématique. Dans le cas où G_1 et G_2 obtiennent des signaux autres que (R,R), on a $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$,

Dp a au moins autant d'incitants à acquérir un second signal sur une des problématiques (peu importe laquelle puisque $\alpha = 1$ et $\pi_1 = \pi_2$), ce qui implique à nouveau $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$.

Le dernier cas possible survient lorsqu'un seul groupe d'intérêts acquiert de l'information. Sans perte de généralité (puisque $\alpha = 1$, $\pi_1 = \pi_2$ et $d_1 = d_2 = d$), posons que $\lambda_1 = 1$ et que $\lambda_2 = 0$. De nouveau, trois scénarios sont possibles. Comme précédemment, si Dp n'acquiert pas d'information sans groupes d'intérêts, il est évident que $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$. Le second scénario correspond à celui où Dp, dans le jeu sans groupes d'intérêts, acquiert au moins un signal et n'acquiert pas deux signaux sur la même problématique. À nouveau, il est évident que $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$. Finalement, le dernier scénario correspond à celui où Dp acquiert un deuxième signal suite à l'obtention d'un signal correspondant à la réforme lors de sa première investigation. De nouveau, il est évident que $Eu(p^{LI}, \theta) \geq Eu(p, \theta)$.

Comme il n'est pas possible que $Eu(p, \theta) > Eu(p^{LI}, \theta)$ lorsque $\alpha = 1$, il est donc nécessaire que $\alpha > 1$. C.Q.F.D

Discussion au sujet du Lemme :

La première condition, nous indique que Dp doit être en mesure d'acquérir de l'information par lui-même, et ce, même en l'absence de G_1 et G_2. Advenant que $K = 0$, cela implique que Dp ne peut pas acquérir d'information. De ce fait, toute information obtenue par G_1 et G_2 ne peut pas faire en sorte que Dp se retrouve dans une situation dans laquelle il est moins informé et où les citoyens auraient *ex ante* une utilité espérée plus faible.

La seconde condition correspond à la contrainte sur l'agenda, elle signifie que Dp ne peut pas implémenter la réforme sur chacune des problématiques. Pour comprendre la nécessité de cette condition, posons que $M = 2$. Dans ce cas, deux situations sont possibles. Tout d'abord, G_1 et G_2 acquièrent de l'information sur une problématique sur laquelle Dp n'aurait pas acquis d'information. Dans cette situation, le lobbying informationnel ne peut pas être nuisible pour les citoyens puisque Dp détient désormais davantage d'information, que la qualité du signal est similaire pour G_1, G_2 et Dp, et que comme $M = 2$, sa décision d'implémenter la réforme dépend uniquement de ses croyances sur cette problématique, elle ne dépend pas de ses croyances sur l'autre problématique. Les citoyens ne peuvent donc pas être moins bien en recevant de l'information de la part de G_1 et G_2. Par la suite, l'autre situation est que G_1 et G_2 acquièrent de l'information sur une problématique sur laquelle Dp aurait acquis de l'information. Lorsque cette situation survient, cela libère des ressources pour Dp qui peut les utiliser pour acquérir de l'information, s'il le souhaite, sur l'autre problématique lorsque $K = 1$.

La condition $\alpha > 1$, signifie que Dp accorde bel et bien une priorité à la première problématique, ce qui signifie que l'information qui est reçue sur la première problématique est plus valorisée que celle obtenue sur la seconde problématique.

Je considère, pour les divers cas qui suivent, que ces trois conditions sont satisfaites.

B) Équilibres avec lobbying nuisible

Premier type d'équilibre :

Dans le jeu sans groupes d'intérêts, Dp peut suivre deux stratégies d'acquisition d'information. La première est exposée ici tandis que la seconde le sera un peu plus loin. La première stratégie survient lorsque la condition suivante est satisfaite :

$$\frac{d}{\pi - (1-q)} \in (1, \alpha].$$

Cette condition indique que Dp, dans le jeu sans groupes d'intérêts, acquiert de l'information uniquement sur la première problématique. Pour ce faire, il est nécessaire que d soit inférieur au gain d'utilité issu de l'acquisition d'information sur cette problématique. Dénotons $U(p,\theta)^A$ comme étant l'utilité espérée *ex ante* de Dp à acquérir de l'information uniquement sur la première problématique et $U(p,\theta)^\Phi$ comme étant l'utilité espérée *ex ante* de Dp lorsqu'il n'acquiert pas d'information. On obtient alors $U(p,\theta)^A = \alpha q + (1-\pi) - d$ ainsi que $U(p,\theta)^\Phi = (\alpha+1)(1-\pi)$. Pour que Dp acquière de l'information sur la première problématique, il faut que $U(p,\theta)^A \geq U(p,\theta)^\Phi$. Après manipulation algébrique, on obtient alors que $\alpha(\pi + q - 1) \geq d$. Pour que Dp acquiert de l'information uniquement sur la première problématique, il est nécessaire que $U(p,\theta)^A$ soit supérieur à l'utilité *ex ante* de Dp lorsque celui-ci acquiert de l'information sur la première problématique et, advenant $m_1^{Dp} = S$, acquiert par la suite de l'information sur la seconde problématique. L'utilité *ex ante* d'une telle stratégie est dénotée $U(p,\theta)^B$. On obtient donc que $U(p,\theta)^B = \alpha q + [\pi q + (1-\pi)(1-q)](1-\pi) + (1 - [\pi q + (1-\pi)(1-q)])q - (1 - [\pi q + (1-\pi)(1-q)])d_2 - d_1$. Pour que Dp s'arrête uniquement à la recherche d'information sur la première problématique, il faut que $U(p,\theta)^A \geq Eu(p,\theta)^B$. Après manipulation algébrique, on obtient donc que $(\pi + q - 1) < d$. Mises ensemble, ces deux conditions donnent $\frac{d}{\pi-(1-q)} \in (1,\alpha]$. Dp va donc implémenter $p = (m_1^{Dp} \in \{R,S\}, S)$ dans le jeu sans groupes d'intérêts.

De plus, cette condition nous indique également que s'il obtient $(m_1^G, m_2^G) = (\phi, S)$ dans le jeu avec groupes d'intérêts, alors Dp acquiert de l'information sur la première problématique puisque l'obtention du signal S sur la seconde problématique n'influence pas la décision de Dp d'acquérir de l'information sur la première problématique. En effet, l'obtention d'un signal S fait en sorte que Dp n'acquièrera pas d'information sur la seconde problématique puisqu'advenant qu'il obtienne un signal R, ces nouvelles croyances retournent à leur état initial, ce qui

correspond à $\pi < 1/2$. Dp appliquerait donc toujours le statu quo. Dp va donc concentrer ces moyens d'acquisition d'information sur la première problématique. Par ailleurs, la condition ci-haut implique que malgré le fait que l'on puisse avoir $K = 2$, Dp acquiert de l'information que sur une seule problématique.

Dans ce contexte, il existe deux cas où le lobbying informationnel est nuisible pour les citoyens. Les propositions 1 et 2 considèrent ces deux possibilités. À la suite de chacun de ces cas suivront une justification et l'intuition qui soutient chacune des conditions de la proposition. Par ailleurs, afin de simplifier les mathématiques, j'utilise la notation suivante pour représenter la probabilité d'obtenir un message R lorsqu'il y a acquisition d'information : $\gamma = [\pi q + (1-\pi)(1-q)]$, ainsi que $\Delta = q - \frac{\pi q}{\pi q + (1-\pi)(1-q)}$ pour représenter, au moment où Dp doit choisir sa stratégie d'acquisition d'information, le gain d'utilité espérée de celui-ci à vérifier le signal R obtenu par G_2, c'est-à-dire acquérir lui-même un signal sur la seconde problématique.

Le premier cas possible est donc :

Proposition 1 :
$Eu(p, \theta) > Eu(p^{LI}, \theta)$ si, en plus de $\frac{d}{\pi-(1-q)} \in (1, \alpha]$, chacune des conditions suivantes est satisfaite :
(1) $\gamma^2 < c_1$,
(2) $\gamma \geq c_2$,
(3) $\Delta < d$, et
(4) $\alpha\gamma > 1$.

Démonstration de la proposition 1 :

À cet équilibre, on a comme stratégie d'acquisition d'information pour les groupes d'intérêts : $(\lambda_1, \lambda_2) = (0, 1)$ et Dp acquiert de l'information sur la première problématique uniquement si $m_2^G = S$ et n'acquiert pas d'information si $m_2^G = R$. Pour le démontrer, j'utilise la notation suivante : V_1 et V_2 représentent respectivement l'utilité espérée de G_1 et G_2 lorsqu'ils ne dévient pas de leur stratégie d'équilibre d'acquisition d'information, tandis que j'utilise $\tilde{V_1}$ et $\tilde{V_2}$ pour représenter respectivement l'utilité espérée de G_1 et G_2 lorsque ceux-ci dévient de leur stratégie d'équilibre d'acquisition d'information. Par ailleurs, la condition $\frac{d}{\pi-(1-q)} \in (1, \alpha]$ implique que dans le jeu sans groupe d'intérêt, Dp acquiert de l'information sur la première problématique uniquement.

La première condition nous indique qu'à l'équilibre, G_1 n'acquiert pas d'information. Il faut donc que $V_1 > \tilde{V_1}$. Sachant que $V_1 = [\pi q + (1-\pi)(1-q)][\pi(1-q) + (1-\pi)q]$ et que $\tilde{V_1} = [\pi q +$

$(1-\pi)(1-q)]-c_1$ on obtient, après manipulation algébrique, que $[\pi q+(1-\pi)(1-q)]^2 < c_1$. La seconde condition concerne le second groupe d'intérêt et indique qu'à l'équilibre, G_2 acquiert de l'information. Il est donc nécessaire que $V_2 \geq \tilde{V_2}$. Sachant que $V_2 = [\pi q+(1-\pi)(1-q)]-c_2$ et que $\tilde{V_2} = 0$ on obtient, après manipulation algébrique, que $[\pi q + (1-\pi)(1-q)] \geq c_2$.

Par la suite, la troisième condition concerne la stratégie de Dp dans le jeu avec groupes d'intérêts. Telle que mentionnée plus haut, la condition sur la première stratégie de Dp assure qu'advenant qu'il obtienne $m_2^G = S$, il acquiert de l'information sur la première problématique. De plus, advenant que Dp obtienne un signal $m_2^G = R$, celui-ci n'acquiert pas d'information supplémentaire et implémente $p = (S, R)$. Δ représente le gain d'utilité de Dp si celui-ci vient à vérifier le signal $m_2^G = R$ en acquérant lui-même de l'information sur la seconde problématique. Pour que Dp respecte sa stratégie d'acquisition d'information, il est nécessaire que $\Delta < d$.

Finalement, pour que les citoyens soient mieux en l'absence des groupes d'intérêts plutôt qu'en leur présence, il faut que $Eu(p,\theta) > Eu(p^{LI},\theta)$. On a donc $Eu(p,\theta) = \alpha q + (1-\pi)$ ainsi que $Eu(p^{LI},\theta) = \alpha(1-\pi)[\pi q + (1-\pi)(1-q)] + \alpha(1-[\pi q + (1-\pi)(1-q)])q + q$. Après manipulation algébrique, on obtient qu'il est nécessaire pour que $Eu(p,\theta) > Eu(p^{LI},\theta)$ que $\alpha[\pi q + (1-\pi)(1-q)] \geq 1$. Ce qui correspond à la quatrième condition. C.Q.F.D.

Discussion au sujet de la proposition 1 :

Ces conditions sont suffisantes pour que les citoyens soient mieux en absence des groupes d'intérêts. Dans ce qui suit, j'expose l'intuition soutenant chacune de ces conditions. Dans le jeu sans groupes d'intérêts, la condition de la première stratégie de Dp, $\frac{d}{\pi-(1-q)} \in (1,\alpha]$ indique qu'il acquiert de l'information uniquement sur la première problématique et applique la politique correspondant au signal obtenu. Dans le jeu avec groupes d'intérêts, il en est cependant autrement. Dp va acquérir de l'information uniquement lorsque $m_2^G = S$ et cette acquisition ne se fera que sur la première problématique. Les deux premières conditions de la proposition décrivent la stratégie des groupes d'intérêts. Comme G_1 n'acquière pas d'information, la seule possibilité que la réforme soit mise en place sur cette problématique est que Dp observe un signal R sur cette problématique suite à ce que G_2 ait obtenu un signal S. La première condition nous indique que le gain espéré de G_1, qui correspond à la probabilité d'acquérir deux signaux R, [1] lorsqu'il dévie et acquiert de l'information n'est pas suffisamment élevé pour compenser le coût qu'entraine cette recherche. G_1 n'acquiert donc pas d'information. La seconde condition concerne G_2. Celui-ci acquiert de l'information puisque son gain à en acquérir est supérieur au coût qu'il doit supporter. Cela correspond à la situation où G_2

1. L'utilité espérée de G_1 s'il acquiert de l'information est : $[\pi q + (1-\pi)(1-q)] - c_1$, tandis que son utilité espérée s'il n'acquiert pas d'information est : $[\pi q + (1-\pi)(1-q)][\pi(1-q) + (1-\pi)q]$. Pour que G_1 n'acquière pas d'information, il faut donc que $[\pi q + (1-\pi)(1-q)] - c_1 < [\pi q + (1-\pi)(1-q)][\pi(1-q) + (1-\pi)q]$. Après manipulation, on obtient donc $[\pi q + (1-\pi)(1-q)][1 - [\pi(1-q) - (1-\pi)q]] = [\pi q + (1-\pi)(1-q)]^2 < c_1$

obtient un signal R, ce qui fait en sorte que Dp n'acquiert pas d'information et implémente $p = (S_1, R_2)$. Le gain de G_2 correspond donc à la probabilité qu'il a d'obtenir un signal R. La troisième condition représente la stratégie de Dp lorsqu'il obtient un signal R de la part de G_2. Dans le cas présent, le coût d'acquisition d'information est trop élevé pour que Dp vérifie l'information obtenue en acquérant lui-même de l'information sur la seconde problématique. Finalement, la dernière condition s'applique à l'utilité des citoyens. Afin que ceux-ci soient mieux en absence des groupes d'intérêts, il faut que la probabilité d'obtenir un signal R pondérée par le poids de la première problématique soit supérieure à 1, soit le simple fait d'observer un signal sur la seconde problématique de la part de G_2.

Les électeurs, sont mieux en l'absence des groupes d'intérêts, car en leur absence, Dp acquiert de l'information sur la problématique qui a le plus d'importance. Cependant, en présence des groupes d'intérêts, Dp acquiert de l'information sur la problématique la plus importante uniquement s'il reçoit un signal S de la part de G_2, et applique la réforme sur la seconde problématique autrement.

À titre d'exemple, des paramètres ayant comme valeur : $\alpha = 4$, $\pi = 0,38$, $q = 0,69$, $d = 0,12$ et $c_1 = c_2 = 0,22$ respectent les conditions de la proposition et démontrent l'espace délimité par celles-ci n'est pas vide.

Pour poursuivre, voici le second cas possible lorsque $\frac{d}{\pi-(1-q)} \in (1, \alpha]$:

Proposition 2 :
$Eu(p, \theta) > Eu(p^{LI}, \theta)$ si, en plus de $\frac{d}{\pi-(1-q)} \in (1, \alpha]$, chacune des conditions suivantes est satisfaite :
(1) $\gamma^2 < c_1$,
(2) $[\pi q^2 + (1-\pi)(1-q)^2] \geq c_2$,
(3) $\Delta \geq d$, et
(4) $\alpha\gamma(\pi + q - 1) + (1-\pi)(1-q) \geq \gamma q$.

Démonstration de la proposition 2 :

À cet équilibre, on a comme stratégie d'acquisition pour les groupes d'intérêts : $(\lambda_1, \lambda_2) = (0, 1)$ et Dp acquiert de l'information sur la première problématique si $m_2^G = S$ et il vérifie l'information obtenue en cherchant de nouveau sur la seconde problématique si $m_2^G = R$. Par ailleurs, la condition sur la stratégie de Dp nous indique que dans le jeu sans groupe d'intérêt, Dp acquiert de l'information sur la première problématique uniquement.

La première condition nous indique qu'à l'équilibre, G_1 n'acquiert pas d'information. Il faut donc que $V_1 > \tilde{V_1}$. Sachant que $V_1 = [\pi q + (1-\pi)(1-q)][\pi(1-q) + (1-\pi)]q$ et que $\tilde{V_1} = [\pi q + (1-\pi)(1-q)] - c_1$ on obtient, après manipulation algébrique, que $[\pi q + (1-\pi)(1-q)]^2 < c_1$. La seconde condition concerne le second groupe d'intérêt et indique qu'à l'équilibre, G_2 acquiert de l'information. Il est donc nécessaire que $V_2 \geq \tilde{V_2}$. Sachant que $V_2 = [\pi q^2 + (1-\pi)(1-q)^2] - c_2$ et que $\tilde{V_2} = 0$ on obtient, après manipulation algébrique, que $[\pi q^2 + (1-\pi)(1-q)^2] \geq c_2$.

Par la suite, la troisième condition concerne la stratégie de Dp dans le jeu avec groupes d'intérêts. Telle que mentionnée plus haut, la condition sur la première stratégie de Dp assure qu'advenant qu'il obtienne $m_2^G = S$, il acquiert de l'information sur la première problématique. De plus, advenant que Dp obtienne un signal $m_2^G = R$, celui-ci vérifie l'information transmise par G_2, en acquérant lui-même de l'information sur la seconde problématique, et implémente $p = (S, m_2^{Dp} \in \{R, S\})$. Δ représente le gain d'utilité de Dp si celui-ci vient à vérifier le signal $m_2^G = R$. Pour que Dp respecte sa stratégie d'acquisition d'information, il est donc nécessaire que $\Delta > d$.

Finalement, pour que les citoyens soient mieux en l'absence des groupes d'intérêts plutôt qu'en leur présence, il faut que $Eu(p, \theta) > Eu(p^{LI}, \theta)$. On a donc $Eu(p, \theta) = \alpha q + (1-\pi)$ ainsi que $Eu(p^{LI}, \theta) = \alpha(1-\pi)[\pi q + (1-\pi)(1-q)] + \alpha(1 - [\pi q + (1-\pi)(1-q)])q + [\pi q + (1-\pi)(1-q)]q$. Après manipulation algébrique, on obtient qu'il est nécessaire pour que $Eu(p, \theta) > Eu(p^{LI}, \theta)$ que $\alpha(\pi + q - 1)[\pi q + (1-\pi)(1-q)] + (1-\pi)(1-q) \geq [\pi q + (1-\pi)(1-q)]q$, ce qui correspond à la quatrième condition. C.Q.F.D.

Discussion au sujet de la proposition 2 :

Ces conditions sont suffisantes pour que les citoyens soient mieux en absence des groupes d'intérêts. Dans ce qui suit, j'explique ce que représente chacune de ces conditions et l'intuition sous-jacente à celles-ci. Dans le jeu sans groupes d'intérêts, Dp acquiert de l'information uniquement sur la première problématique et adopte $p = (m_1^{Dp} \in \{R, S\}, S)$. Dans le jeu avec les groupes d'intérêts, les deux premières conditions concernent les groupes d'intérêts. Encore une fois, G_1 n'acquiert pas d'information, le coût d'acquisition d'information étant trop élevé par rapport au gain, tandis que pour G_2, le coût est inférieur au gain d'acquérir de l'information. Il acquiert donc de l'information. La troisième condition indique que Dp va valider l'information sur la seconde problématique s'il obtient un signal R de la part de G_2. Advenant que $m_2^G = S$, Dp acquiert de l'information sur la première problématique. La dernière condition représente la condition pour que les citoyens soient mieux en l'absence des groupes d'intérêts.

Les citoyens sont mieux en absence des groupes d'intérêts, car en leur absence, Dp acquiert de l'information sur la problématique qui a le plus d'importance. Cependant, en présence des

groupes d'intérêts, Dp acquiert de l'information sur la problématique la plus importante uniquement s'il reçoit un signal S, et confirme l'information obtenue sur la seconde problématique lorsqu'il obtient un signal R. Il en découle donc que Dp va devoir subir un coût d'acquisition d'information, que ce soit pour la première ou seconde problématique. Finalement, étant donné que Dp accorde une valeur α élevée à la première problématique, et que $d_1 = d_2 = d$, celui-ci préfère acquérir de l'information sur cette problématique avec certitude plutôt que d'en acquérir sur cette problématique uniquement s'il obtient un signal S de la part de G_2.

La différence entre ces deux cas est la réaction de Dp lorsqu'il obtient un signal R de la part de G_2. Dans la première proposition, il n'acquiert pas lui-même d'information supplémentaire sur cette problématique, tandis que dans la seconde proposition, il acquiert lui-même de l'information supplémentaire sur cette problématique pour confirmer ou infirmer le signal obtenu. Bien que Dp obtienne davantage d'information dans la seconde proposition comparativement à la première, les citoyens préfèrent tout de même le jeu où les groupes d'intérêts sont absents. Cela s'explique par le fait que la première problématique est si importante aux yeux des citoyens qu'ils préfèrent que Dp obtienne de l'information sur cette problématique avec certitude plutôt qu'être davantage informé sur l'autre problématique.

À titre d'exemple, des paramètres ayant comme valeur : $\alpha = 4$, $\pi = 0,38$, $q = 0,69$, $d = 0,1$, $c_1 = 0,5$ et $c_2 = 0,22$ respectent les conditions de la proposition et démontrent l'espace délimité par celles-ci n'est pas vide.

Deuxième type d'équilibre :

La seconde stratégie survient lorsque la condition suivante est satisfaite :

$$(\pi + q - 1) \geq d.$$

Cette condition implique que Dp, dans le jeu sans groupes d'intérêts, acquiert de l'information sur la première problématique[2] et qu'advenant un signal S, Dp acquiert ensuite de l'information sur la seconde problématique. Autrement dit, sachant $U(p,\theta)^B = \alpha q + [\pi q + (1-\pi)(1-q)](1-\pi) + (1 - [\pi q + (1-\pi)(1-q)])q - (2 - [\pi q + (1-\pi)(1-q)])d$ ainsi que $U(p,\theta)^A = \alpha q + (1-\pi) - d$, il faut que $U(p,\theta)^B \geq U(p,\theta)^A$. Après manipulation algébrique, on obtient bel et bien la condition $(\pi + q - 1) \geq d$. Dp va donc implémenter la politique correspondant au signal observé sur la première problématique (advenant que $m_1^{Dp} = R$ le statu quo est implémenté sur la seconde problématique) et, advenant que $m_1^{Dp} = S$, applique la politique correspondant au signal observé sur la seconde problématique. Par ailleurs, cette situation oblige que $K = 2$, car s'il en est autrement, Dp ne peut acquérir d'information sur les deux problématiques.

2. Étant donnée que $\alpha(\pi+q-1) \geq (\pi+q-1) \geq d$, cela implique que le coût d'acquisition d'information est suffisamment faible pour acquérir de l'information sur la seconde problématique et par le fait même (rappelons $d_1 = d_2 = d$), sur la première également.

De plus, cette condition nous indique, comme celle de la première stratégie, que s'il obtient $(m_1^G, m_2^G) = (\phi, S)$ dans le jeu avec groupes d'intérêts, alors Dp acquiert de l'information sur la première problématique puisque l'obtention du signal S sur la seconde problématique n'influence pas la décision de Dp d'acquérir de l'information sur la première problématique.

Dans ce contexte, il existe un cas où le lobbying informationnel est nuisible pour les citoyens. La proposition 3 considère cette possibilité. À la suite de ce cas suivront une justification et l'intuition qui soutient chacune des conditions de la proposition. Par ailleurs, afin de simplifier les mathématiques, j'utilise la notation suivante : $\phi = \alpha(\pi + q - 1) - \frac{\pi^2 q}{\pi q + (1-\pi)(1-q)} + \frac{(1-q)(\pi^2 q + (1-\pi)^2(1-q))}{\pi q + (1-\pi)(1-q)}$ pour représenter le gain d'utilité espérée de Dp à acquérir de l'information, au moment où celui-ci doit choisir sa stratégie d'acquisition d'information sur la première problématique sachant qu'il a obtenu le signal R de la part de G_2.

Le cas possible est donc :

Proposition 3 :
$Eu(p, \theta) > Eu(p^{LI}, \theta)$ si, en plus de $(\pi + q - 1) \geq d$, chacune des conditions suivantes est satisfaite :
(1) $c_1 > \gamma^2 \geq c_2$,
(2) $\phi < d$, et
(3) $\Delta < d$.

Démonstration de la proposition 3 :

À cet équilibre, on a comme stratégie d'acquisition pour les groupes d'intérêts : $(\lambda_1, \lambda_2) = (0, 1)$ et Dp acquiert de l'information sur la première problématique uniquement si $m_2^G = S_2$ et n'acquiert pas d'information si $m_2^G = R$. Pour le démontrer, j'utilise la notation suivante : V_1 et V_2 représentent respectivement l'utilité espérée de G_1 et G_2 lorsqu'ils ne dévient pas de leur stratégie d'acquisition d'information, tandis que j'utilise $\tilde{V_1}$ et $\tilde{V_2}$ pour représenter respectivement l'utilité espérée de G_1 et G_2 lorsque ceux-ci dévient de leur stratégie d'acquisition d'information. Par ailleurs, la condition sur la stratégie de Dp nous indique dans le jeu sans groupes d'intérêts, Dp acquiert de l'information sur la première problématique et, advenant un signal S, acquiert par la suite de l'information sur la seconde problématique.

La première condition nous indique qu'à l'équilibre, G_1 n'acquiert pas d'information, contrairement à G_2. Il faut donc que $V_1 > \tilde{V_1}$. Sachant que $V_1 = [\pi q + (1-\pi)(1-q)][\pi(1-q) + (1-\pi)q]$ et que $\tilde{V_1} = [\pi q + (1-\pi)(1-q)] - c_1$ on obtient, après manipulation algébrique, que $[\pi q + (1-\pi)(1-q)]^2 < c_1$. De plus, $V_2 = [\pi q + (1-\pi)(1-q)] - c_2$ et que $\tilde{V_2} = [\pi(1-q) + (1-\pi)(1-q)][\pi q + (1-\pi)(1-q)]$ on obtient, après manipulation algébrique,

que $[\pi q + (1-\pi)(1-q)]^2 \geq c_2$. Ces deux conditions peuvent être réunies pour obtenir la première condition de la proposition, soit $c_1 > [\pi q + (1-\pi)(1-q)]^2 \geq c_2$.

Par la suite, la seconde et la troisième conditions concernent la stratégie de Dp dans le jeu avec groupes d'intérêts. Telle que mentionnée plus haut, la condition de la première stratégie de Dp assure qu'advenant qu'il obtienne $m_2^G = S$, il acquiert de l'information sur la première problématique. De plus, advenant que Dp observe un signal $m_2^G = R$, celui-ci n'acquiert pas d'information supplémentaire et implémente $p = (S, R)$. ϕ représente le gain d'utilité de Dp si celui-ci acquiert de l'information sur la première problématique suite à l'obtention d'un signal $m_2^G = R$, alors que Δ représente le gain d'utilité de Dp si celui-ci vient à vérifier, en acquérant lui-même de l'information sur la seconde problématique, ce même signal. Pour que Dp respecte sa stratégie d'acquisition d'information, il est nécessaire que $\Delta < d$.

Discussion au sujet de la proposition 3 :

Ces conditions sont suffisantes pour que les citoyens soient mieux en absence des groupes d'intérêts. Dans ce qui suit, j'expose l'intuition soutenant chacune de ces conditions. Dans le jeu sans groupes d'intérêts, la condition de la seconde stratégie, $(\pi+q-1) \geq d$, indique que Dp acquiert de l'information sur la première problématique et, advenant qu'il obtienne un signal S, acquiert par la suite de l'information sur la seconde problématique. Dans le jeu avec les groupes d'intérêts, il en est cependant autrement. La première condition indique que G_1 n'acquiert pas d'information puisque le coût d'acquisition est plus élevé que son gain à en acquérir. Ce gain, qui correspond également à celui de G_2 lorsque celui-ci acquiert de l'information, est cependant supérieur au coût d'acquisition d'information auquel il fait face sur cette problématique. Dès lors, seul G_2 acquiert de l'information. Les deux conditions suivantes définissent la stratégie de Dp en présence des groupes d'intérêts lorsqu'il reçoit un signal R de la part de G_2. Ces deux conditions nous indiquent que suite à l'obtention d'un signal R sur la seconde problématique, Dp n'acquiert aucune information, le coût d'acquisition étant trop élevé pour qu'il acquière de l'information sur la problématique ou qu'il en acquiert de supplémentaire sur la seconde problématique. Cependant, la condition sur la seconde stratégie nous indique également que, advenant que Dp observe un signal $m_2^G = S$, Dp acquiert de l'information sur la première problématique. Finalement, il n'y a pas ici de condition pour les citoyens puisque ceux-ci seront mieux en absence de G_1 et G_2 étant donné les stratégies d'acquisition d'information de Dp, de G_1 et de G_2.

À titre d'exemple, des paramètres ayant comme valeur : $\alpha = 1,5$, $\pi = 0,45$, $q = 0,7$, $d = 0,12$, $c_1 = 0,25$ et $c_2 = 0,22$ respectent les conditions de la proposition et démontrent l'espace délimité par celles-ci n'est pas vide.

Par ailleurs, il existe un autre équilibre dans lequel le lobbying informationnel est nuisible lorsque l'on relâche l'hypothèse $d_1 = d_2 = d$, et que $d_1 > d_2$. Cet équilibre est similaire à celui de la proposition 3. Dans le jeu sans groupes d'intérêts, Dp acquiert de l'information sur la première problématique et, advenant $m_1^{Dp} = S$, acquiert de l'information sur la seconde problématique. Dans le jeu avec groupes d'intérêts, seul G_2 acquiert de l'information parmi les groupes d'intérêts. Advenant que $m_2^G = S$, Dp acquiert de l'information sur la première problématique. Cependant, lorsque $m_2^G = R$, Dp acquiert de l'information supplémentaire sur la seconde problématique.

La différence entre ces deux équilibres est la réaction de celui-ci lorsqu'il obtient un signal R de la part de G_2. Dans l'équilibre de la troisième proposition, il n'acquiert pas d'information tandis que dans l'autre équilibre, il vérifie cette information en acquérant lui-même de l'information sur la seconde problématique. Bien que Dp obtienne davantage d'information dans le second équilibre comparativement au premier, les citoyens préfèrent tout de même le jeu où les groupes d'intérêts sont absents. Cela s'explique par le fait que la première problématique est si importante aux yeux des citoyens qu'ils préfèrent que Dp obtienne de l'information sur cette problématique avec certitude plutôt qu'être davantage informé sur l'autre problématique

Conclusion

La littérature portant sur le lobbying informationnel et la transmission d'informations considère que l'information transmise par des groupes d'intérêts mène à de meilleures prises de décision de la part du décideur public. La littérature tend à démontrer que le décideur public prend de moins bonnes décisions uniquement lorsque l'on permet aux groupes d'intérêts de faire des contributions financières pour influencer le décideur public ou encore lorsqu'il y a distorsion ou altération de l'information par les groupes d'intérêts.

Dans mon mémoire, je remets en question le fait que le lobbying informationnel, en l'absence de contributions monétaires ou de distorsion d'information, mène à une meilleure prise de décision, en moyenne, par le décideur public. Pour ce faire, je fais des hypothèses qui permettent au lobbying informationnel d'être bénéfique. Plus précisément, j'ai supposé que les lobbys pouvaient influencer le décideur public uniquement grâce à de la transmission d'informations et celle-ci ne pouvait être ni cachée, ni altérée, que les groupes d'intérêts et le décideur public possèdent la même technologie d'information et que le décideur ait des préférences sur les politiques qui sont parfaitement alignées avec celles des citoyens. J'ai démontré que malgré la présence de ces conditions favorables, le décideur pouvait prendre de moins bonnes décisions, et ce, de manière systématique.

Mes résultats reposent sur certains paramètres de la prise de décision du décideur public. Premièrement, celui-ci ne peut pas implémenter la réforme sur les deux problématiques, mais sur une seule. Ce faisant, le décideur public doit prioriser un problème par rapport à l'autre, ce qui permet aux groupes d'intérêts d'acquérir de l'information et ainsi influencer l'agenda du décideur. Deuxièmement, celui-ci peut acquérir de l'information par lui-même, ce qui implique que le décideur public peut acquérir de l'information sur des problématiques différentes selon que les groupes d'intérêts sont présents ou absents. Troisièmement, le décideur public, lorsqu'il acquiert de l'information, fait face à un coût. Ce coût représentant l'effort du décideur, introduit alors un problème de principal-agent puisque l'électorat, qui ne subit pas ce coût, souhaiterait que le décideur public acquière une quantité plus importante d'information que celle que le décideur public est prêt à acquérir.

L'ensemble de ces conditions implique donc que la transmission d'informations faite par les groupes d'intérêts peut mener à une situation où le décideur public prend en moyenne de moins bonnes décisions pour les citoyens, et ce, malgré le fait qu'il n'y a pas de corruption, de distorsion ou dissimilation de l'information. Ces résultats sont similaires à ceux obtenus par Cotton et Dellis (2016) et ce, malgré le fait que la qualité du signal obtenu lors de l'acquisition d'information diffère entre les deux modèles.

L'implication de l'analyse porte sur la robustesse des résultats qualitatifs à l'imperfection des signaux.

Bibliographie

Ainsworth, Scott H. (2002). *"Analyzing interest groups : group influence on people and policies"*. The New Institutionalism in American Politics. Norton.

Austen-Smith, David (1995). "Campaign contributions and access". *The American Political Science Review*, 89(3) :566–581.

Austen-Smith, David and John R. Wright (1992). "Competitive lobbying for a legislator's vote". *Social Choice and Welfare*, 9(3) :229–257.

Baron, David P. (1994). "Competition with informed and uninformed voters". *The American Political Science Review*, 88(1) :33–47.

Bennedsen, Morten and Sven E. Feldmann (2006). "Informational lobbying and political contributions". *Journal of Public Economics*, 90 :631–656.

Bernheim, B. Douglas and Whinston, Michael (1986). "Common agency". *Econometrica*, 54(4) :923–42.

Berry, Jeffrey M. (1997). *"The interest group society"*. Longman.

Cotton, Christopher and Arnaud Dellis (2016). "Informational lobbying and agenda distortion". *Journal of Law, Economics, & Organization*.

Dahm, Matthias and Nicolas Porteiro (2008a). "Informational lobbying under the shadow of political pressure". *Social Choice and Welfare*, 30 :531–559.

Dahm, Matthias and Nicolas Porteiro (2008b). "Side effects of campaign finance reform". *Journal of the European Economic Association*, 6(5) :1057–1077.

Deardorff, Alan V. and Richard L. Hall (2006). "Lobbying as legislative subsidy". *The American Political Science Review*, 100(1) :69–84.

Grossman, Gene M. and Elhanan Helpman (1994). "Protection for sale". *The American Economic Review*, 84(4) :833–850.

Grossman, Gene M. and Elhanan Helpman (2001). *"Special interest politics"*. MIT Press, Cambridge.

Hall, Richard L. and Frank W. Wayman (1990). "Buying time : moneyed interests and the mobilization of bias in congressional committees". *The American Political Science Review*, 84(3) :797–820.

Lohmann, Susanne (1995). "Information, access and contributions : a signalling model of lobbying". *Public Choice*, 85(3) :267–284.

Milgrom, Paul and John Roberts (1986). "Relying on the information of interested parties. *RAND Journal of Economics*, 17(1) :18–32.

Potters, Jan and Frans van Winden (1992). "Lobbying and asymmetric information". *Public Choice*, 74(3) :269–292.